

L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je n'ai absolument rien à dire à cet égard et je ne voudrais pas que le député ait l'impression que nous escomptons un régime de surveillance du change au Canada actuellement.

M. Saltzman: Puis-je alors demander au premier ministre suppléant quelles mesures le gouvernement prend pour pousser la Banque du Canada à abaisser les taux d'intérêt à court terme afin d'empêcher une hausse trop considérable du dollar canadien?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. A mon avis, que partageront peut-être le député de Waterloo et même, probablement, le président du Conseil privé, ce genre de renseignements devrait régulièrement être donné à l'appel des motions.

• (1120)

M. l'Orateur: Le député de York-Sud a la parole.

M. Saltzman: Monsieur l'Orateur, permettez-vous que je reformule ma question?

M. l'Orateur: Le député de Waterloo pose une question supplémentaire.

M. Saltzman: Pour simplifier, monsieur l'Orateur, je demanderai au premier ministre suppléant si des entretiens sont en cours entre le gouvernement et la Banque du Canada aux fins d'établir des taux d'intérêt à court terme moins élevés au Canada.

Une voix: Ne répondez pas «Je ne sais pas».

L'hon. M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, il est clair que le ministre des Finances entretient un contact permanent avec le gouverneur de la Banque du Canada. A mes yeux, il est évident qu'il ne serait pas judicieux, de ma part, de dévoiler la nature de leurs entretiens.

M. Aiken: Comme si vous en saviez quelque chose.

M. Fairweather: Par Paul Martin!

M. Lewis: Je crois que le président du Conseil privé ferait bien d'aller à l'autre endroit.

Une voix: C'est ce qu'il espérait pouvoir faire.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il y a déjà un Paul Martin là-bas.

M. l'Orateur: Je donne la parole au député de York-Sud.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CONFÉRENCE SUR L'ENVIRONNEMENT ET L'ADMISSION DE L'ALLEMAGNE DE L'EST À L'OMS

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre suppléant et, s'il n'est pas en mesure de me répondre, le ministre de l'Environnement pourra peut-être le faire. Elle a trait à la conférence sur l'environnement humain qui, sauf erreur, doit se tenir au mois d'octobre à Stockholm sous l'égide de l'ONU. Je crois savoir que le cabinet a évoqué la question de l'Allemagne de l'Est, qui sera soulevée à cette conférence et dont elle constitue l'une des pierres d'achoppement. Le cabinet a-t-il décidé de seconder l'admission de l'Allemagne de l'Est à l'organisation mondiale de la santé afin que cet État puisse participer à la conférence sur l'environnement?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, ce qui m'intéresse, c'est la composition de la délégation canadienne ainsi que la nature des propositions que notre pays fera à la conférence sur l'environnement humain qui se déroulera à Stockholm au mois de juin. Quant à la représentation de l'Allemagne de l'Est à cette rencontre, je préfère laisser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures le soin de répondre à cette question.

M. Lewis: Je poserai la question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures un autre jour. En second lieu, le ministre de l'Environnement dirait-il si les communications que fera le Canada à la conférence seront publiées d'avance à l'intention des parlementaires et d'autres groupements intéressés du pays? De plus, sera-ce le ministère de l'Environnement ou celui des Affaires extérieures qui dirigera la délégation canadienne?

L'hon. M. Davis: Oui, monsieur l'Orateur. Divers mémoires seront publiés avant la conférence, qui aura lieu en juin. Ce sera le ministère de l'Environnement qui dirigera la délégation de concert avec les Affaires extérieures.

LA CONFÉRENCE SUR L'ENVIRONNEMENT—LA PARTICIPATION DES PROVINCES ET DE GROUPEMENTS

M. David Lewis (York-Sud): En dernier lieu, monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de l'Environnement s'il a engagé des pourparlers avec les provinces, si celles-ci seront représentées au sein de la délégation du Canada et si des organismes indépendants intéressés à l'écologie pourront aussi y déléguer des représentants.

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Oui, monsieur l'Orateur, les gouvernements provinciaux et autres organismes intéressés seront très bien représentés.